



## Coordination du Système des Nations Unies au Niger

---

### Introduction

Le Rapport Annuel 2006 intervient dans un contexte national marqué par la consolidation de la paix et des institutions démocratiques, la révision de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) et les revues à mi parcours des CPAP et de l'UNDAF 2004-2007. Le contexte régional et international est marqué par la persistance des crises socio politiques dans la sous région (Côte d'Ivoire, Tchad) et la hausse des prix des hydrocarbures.

Le rapport met l'accent sur les principaux événements nationaux ayant eu un impact sur les activités de l'Equipe de Pays, les résultats obtenus dans la réalisation des effets de l'UNDAF et sur les efforts accomplis dans l'appui aux programmes nationaux de développement. Il présente aussi les leçons tirées et les bonnes pratiques, les grands axes du plan de travail 2007, ainsi que des recommandations.

#### I. Synthèse des principaux événements

Les principaux événements politiques, économiques et sociaux ayant eu un impact sur l'activité de l'Equipe de Pays en 2006 sont la consolidation des institutions démocratiques, la révision de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP), l'audit des financements extérieurs dans le secteur de l'éducation de base, l'adoption de la loi sur la santé de la reproduction par l'Assemblée Nationale, l'amélioration de la couverture vaccinale, l'interruption de la circulation du polio virus sauvage, l'apparition des foyers de grippe aviaire dans deux régions du pays et la relance des activités du Fonds Mondial contre le VIH/SIDA, le Paludisme et la Tuberculose.

##### 1.1 Evènements politiques

Après l'élection de 3267 conseillers municipaux et l'implantation de 265 communes, le Niger poursuit la consolidation de ses institutions démocratiques avec la mise en place du Conseil Economique, Social et Culturel (CESOC) et du Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT).

Ces deux institutions jouent un rôle essentiellement consultatif, de médiation et de conciliation entre les acteurs de la vie politique, économique et sociale. Elles émettent des avis et conseils au Gouvernement et à l'Assemblée Nationale. Le SNU appuie le renforcement des capacités de ces institutions en matière de prévention et de gestion des conflits politiques et sociaux, et de plaidoyer en faveur de la promotion des OMD.

L'audit des financements extérieurs dans le secteur de l'éducation de base a révélé des malversations financières ayant entraîné la suspension des décaissements par les bailleurs de fonds. Suite au remboursement des fonds et aux mesures d'assainissement, la situation est en voie de normalisation.

Le Niger a été sélectionné comme pays de « threshold » au titre de l'initiative du Millenium Challenge Account (MCA) en novembre 2006. Le Gouvernement a lancé la préparation des dossiers de requêtes avec l'appui technique et financier du Gouvernement des Etats Unis et du SNU.

##### 1.2 Evènements économiques

Avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,311 en 2006, le Niger occupe le 177<sup>ème</sup> rang du classement mondial. Le gouvernement a vivement réagi à ce classement en contestant les données utilisées par l'équipe du RMDH pour son calcul.

Un nouveau profil de pauvreté a été défini sur la base de deux enquêtes récentes : le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIB)\_2005 qui estime l'incidence de la pauvreté à 62,1% dont 55,5% en milieu urbain et 65,7% en milieu rural et l'Enquête sur le Degré de Satisfaction des Besoins Essentiels (DSBE) qui l'estime à 70%.

Malgré ce profil alarmant de pauvreté et une augmentation relative du volume de l'aide internationale, le Niger reste un des pays pauvres

(PMA/PPTE) qui reçoit le moins d'aide publique au développement, en terme d'APD par habitant.

En 2006, la situation se caractérise par la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) et du programme économique et financier soutenu par la FRPC, ainsi qu'une bonne campagne agricole qui s'est soldée par un excédent céréalier. Suite à la décision du G8, le pays a également bénéficié d'un important allègement de dette consenti par le FMI, la Banque mondiale et la BAD, dans le cadre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM).

Cependant, la hausse du cours du pétrole a été une source de grande préoccupation pour le pays, qui importe la totalité de ses besoins en hydrocarbures.

Les politiques macroéconomiques prudentes mises en œuvre dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) ont permis d'améliorer la situation économique qui demeure cependant fragile : faible croissance économique, bases de production et d'exportation étriquées, difficultés de trésorerie, faible mobilisation des ressources internes, grande dépendance vis-à-vis des aléas climatiques et de l'aide extérieure. Le taux de croissance du PIB, en termes réels, est estimé à 3,4 % en 2006, contre 6,8% en 2005.

La campagne agricole 2006/2007 a été jugée satisfaisante avec un excédent brut de 336 000 tonnes de céréales. Les perspectives alimentaires 2006/2007 sont meilleures que celles de 2005/2006 car les principales régions agricoles ont enregistré des excédents céréaliers relativement importants, ce qui augure d'une bonne disponibilité alimentaire. Cependant, il convient de noter que des poches de déficits importants subsistent.

L'inflation, mesurée par l'évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation à Niamey, est ressortie à 0,3 % en glissement annuel, contre 4,2 % en 2005.

Dans le domaine des finances publiques, les efforts de réforme sont poursuivis en vue d'une plus grande mobilisation des ressources internes, d'une maîtrise des dépenses publiques ainsi qu'une amélioration de la gestion. Ce qui devrait permettre

de porter les recettes totales à 11,3 % du PIB en 2006 contre 10,5 % en 2005.

Les Cadres sectoriels de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) ont été achevés dans les domaines de la santé, de l'éducation de base et du développement rural. Les CDMT pour l'éducation de base et la santé ont servi à préparer les budgets sectoriels en 2005 et 2006. Les systèmes de passation des marchés, d'audit et de gestion financière ont été améliorés avec l'appui des partenaires.

En liaison avec les allègements de dette obtenus dans le cadre de l'IPTE et l'IADM, le profil de l'endettement extérieur affiche une évolution favorable. Le ratio de l'encours de la dette extérieure au PIB passerait de 51,2 % en 2005 à 15,3 % en 2006.

Sur le plan institutionnel, un Conseil National des Investisseurs Privés (CNIP) a été mis en place pour faciliter la prise de décisions en vue d'améliorer le climat des affaires.

### *1.3 Evènements sociaux*

Avec un taux d'accroissement démographique de 3,3% et un indice synthétique de fécondité de sept (7) enfants par femme en âge de procréer, la croissance démographique continue à exercer une forte pression sur l'offre globale des services sociaux de base.

Le niveau élevé de l'indice de fécondité résulte de la forte proportion de femmes en union, la précocité du mariage et la faible pratique contraceptive.

La nouvelle politique de population en cours d'adoption vise la maîtrise de la croissance démographique. L'objectif essentiel est de baisser le taux d'accroissement démographique de 3,3% à 2,9% en 2009, puis à 2,5% en 2015.

La situation sanitaire est caractérisée par l'apparition de foyers de grippe aviaire et l'épidémie de choléra. En matière de santé de la femme et de l'enfant, on note l'élaboration de la Feuille de route pour la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, l'extension de la Stratégie de Prise en Charge des Maladies de l'Enfant (PCIME), l'augmentation de la couverture vaccinale en DTCP3 de 89% en 2005 à 96% en 2006

(source MSP/PEV), la réduction significative de la morbidité et de la mortalité dues à la rougeole; l'interruption de la circulation du polio virus sauvage et le renforcement de la lutte contre le paludisme (distribution de plus de 2 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide et adoption des associations thérapeutiques à base d'artémisinine).

Concernant la lutte contre la maladie, on note la couverture complète du pays en stratégie DOTS, le renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA, de la surveillance épidémiologique et de la préparation et réponse aux urgences sanitaires. Le gouvernement a adopté des textes sur la gratuité de certaines prestations de soins, notamment pour la santé de la reproduction (césariennes, consultations prénatales, contraceptifs) en vue d'améliorer l'accès aux services et soins de santé pour certaines catégories de la population.

Le SNU a largement contribué à la réponse nationale face à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et à l'amélioration des indicateurs sociaux. De 2000 à 2005 les différents taux ont évolué comme suit : le taux de mortalité infanto-juvénile est passé de 274‰ à 198‰ et la mortalité infantile de 126 ‰ à 81 ‰, la couverture sanitaire est passée de 48% à 50%<sup>1</sup>. Le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable est passé de 43,2% en 2000 à 68,7% en 2005. De 2000 à 2006, le taux brut de scolarisation est passé de 37,2% à 53,5% dont 29,6% à 44% pour les filles et le taux net de scolarisation au primaire de 25% à 46% dont 37,8% pour les filles selon l'annuaire des statistiques du MEBA 2005-2006.

Pour faire face aux déficits/crises alimentaires, principale source de la malnutrition, des stratégies d'urgence sont appliquées avec l'appui des partenaires: création et renforcement des banques céréalieres, distributions gratuites ciblées de vivres aux populations les plus vulnérables, activités vivres contre travail, renforcement des capacités de production agricole et des moyens de subsistance (distribution de semences améliorées, distribution de petits ruminants, aménagement de sites maraichers) et renforcement des capacités en prise

en charge de la malnutrition (vivres, formation des agents et réhabilitation des centres de récupération nutritionnelle).

Les activités du Fonds Mondial contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme sont relancées en 2006 pour réduire la mortalité et la morbidité dues à ces pandémies.

Malgré l'amélioration de la situation alimentaire et des principaux indicateurs sociaux, la situation a tout de même été marquée par un mouvement de revendication de la société civile contre la vie chère qui constitue un facteur potentiel de tension sociale. On observe aussi une réticence des décideurs à légiférer sur les questions relatives au genre (non ratification de la CEDEF).

#### 1.4 Situation humanitaire

Selon l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages de mai 2006, environ 30% des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire, dont la moitié vit dans une insécurité alimentaire sévère.

Les données disponibles indiquent un taux de malnutrition chronique de 44,4% et 15,3% de malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 59 mois<sup>2</sup>, contre 10,3% rapportés par l'enquête MICS-III publiée en mai 2006. Ainsi, on constate une baisse de la prévalence de la malnutrition aiguë<sup>3</sup>. Malgré ces résultats encourageants, une attention est recommandée car d'après cette enquête, la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6 à 35 mois reste élevée et atteint 14,8%.

Cette amélioration de la situation nutritionnelle a été obtenue suite à un important réseau de partenariat. Ainsi, des stratégies de prise en charge des enfants malnutris ont été mises en place avec l'appui des agences des Nations Unies et des ONG. Ces actions comprennent : a) l'élaboration et la révision d'un protocole national de prise en charge ; b) la formation des agents pour la récupération nutritionnelle ; c) la prise en charge des enfants malnutris sévères et modérés dans plus de 949 centres dans le pays, associés à des mesures de

<sup>1</sup> Sources : EDS/MICS III

<sup>2</sup> Enquête UNICEF/GoN/CDC, octobre 2005

<sup>3</sup> Enquête INS/UNICEF/PAM

santé publique telles que la vermifugation, la supplémentation en vitamine A et le traitement des maladies courantes avec plus de 384.355 cas enregistrés et traités dans les centres du pays. A l'appui de cette prise en charge d'enfants déjà malnutris, une distribution ciblée d'aliments de compléments adéquats (Unimix ou CSB + huile+ sucre) a été organisée et a touché 355 000 enfants de 6 à 35 mois des régions de Maradi, Zinder et Tahoua.

Trois scénari sont identifiés par les partenaires humanitaires : une détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle ; la résurgence d'une épidémie de méningite ; et l'afflux massif de réfugiés tchadiens couplé au problème des arabes mohamides.

Un Plan de contingence inter-agences, basé sur ces 3 scénari, avec leurs conséquences humanitaires et les plans de réponse, est en cours de finalisation avec l'appui de OCHA. Le Gouvernement a également initié son propre plan de réponse et d'atténuation des effets de l'insécurité alimentaire qui pourrait affecter certaines localités du pays.

Sous l'impulsion de l'Equipe Pays, la coordination humanitaire a été renforcée avec une participation active des ONG nationales et internationales.

## II. Résultats UNDAF

Les revues annuelles des CPAP et Programmes Pays des agences, couronnées par la revue à mi parcours de l'UNDAF, ont permis d'apprécier le niveau de réalisation des effets/résultats UNDAF.

Des progrès significatifs sont enregistrés sur tous les effets UNDAF : renforcement du dispositif de prévention et de gestion des crises, protocole sur la malnutrition, amélioration de la couverture sanitaire et vaccinale, augmentation du taux de scolarisation au primaire, consolidation de la paix et des institutions démocratiques. En terme budgétaire, sous l'effet de la crise alimentaire de 2005, les agences résidentes (hors BM et FMI) ont décaissé 145,710 millions de dollars, soit 101,45% du budget annoncé sur la période de UNDAF.

III. Progrès dans la mise en œuvre de la réforme des Nations Unies

## 3.1 Alignement sur les processus nationaux de développement

En décembre 2005, le gouvernement a lancé la révision de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) adoptée en 2002 et qui constitue l'unique cadre de référence en matière de politique économique, financière et sociale. Le processus de révision s'achève en 2007 avec la tenue d'une Table Ronde sur le financement de la nouvelle stratégie.

Afin de prendre en compte les priorités nationales définies dans la SRP révisée ainsi que les résultats des récentes enquêtes, l'Equipe Pays en accord avec le gouvernement, a décidé de l'extension de l'UNDAF 2004-2007 jusqu'en 2008. Cette extension de l'UNDAF permet de mieux aligner le nouveau cycle UNDAF sur la SRP révisée.

L'alignement sur le processus national de planification se poursuit aussi au niveau sectoriel. Dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire, du développement rural, des transports et des finances publiques, les agences du SNU participent activement aux groupes sectoriels Gouvernement/PTF qui se réunissent régulièrement pour assurer le suivi de la mise en œuvre des stratégies sectorielles. Des missions et revues conjointes Gouvernement/PTF ont eu lieu en 2006 dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Le Gouvernement a donné une impulsion au programme d'harmonisation et alignement en améliorant les systèmes de passation des marchés, d'audit et de gestion financière. Les partenaires extérieurs ont démontré leur volonté de faire appel aux systèmes nationaux en fonction des progrès accomplis dans ces secteurs.

Dans le domaine de la coordination de l'aide, l'Equipe Pays joue un rôle très actif. Plusieurs réunions de coordination du groupe OCDE/CAD co présidé par le PNUD et la BM ont eu lieu sur le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et de la SRP. Le Ministère des Finances a entamé une série de consultations avec les bailleurs de fonds réunies dans le groupe OCDE/CAD en vue d'organiser une rencontre sur l'efficacité de l'aide.

Une étude sur l'efficacité de l'aide est en cours de validation.

### 3.2 Appui à la révision de la SRP

Partie prenante de la Déclaration du Millénaire et des conclusions du Sommet du Millénaire+5, le Gouvernement a entrepris la révision de sa Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) pour la baser sur les OMD et pour mieux intégrer les évolutions du contexte national et international. La SRP dont la révision est en phase de finalisation demeure le cadre fédérateur des programmes de développement et des appuis des partenaires.

Le SNU apporte un appui coordonné à la révision de la SRP à travers une assistance financière, la participation des techniciens des agences aux travaux des groupes thématiques, le renforcement des capacités des experts nationaux, notamment en chiffrage des OMD et en gender budgeting, et une contribution substantielle à la formulation du document.

Signalons également qu'une équipe conjointe du Bureau Régional Afrique/PNUD et du Projet du Millénaire a encadré un atelier régional sur la planification du développement basée sur les OMD au profit des experts nationaux des pays de l'Afrique Occidentale et Centrale. Elle a ensuite appuyé le groupe des experts nigériens sur le chiffrage des OMD.

### 3.3 Appui au renforcement des capacités

Le renforcement des capacités nationales est fondé sur la mise en place d'une base de données commune, l'appropriation par la partie nationale des outils de programmation du SNU et l'amélioration des capacités de gestion stratégique du développement.

Pour créer un cadre harmonisé de suivi/évaluation des OMD, de la SRP et de l'UNDAF, l'Equipe Pays et le gouvernement ont convenu de transformer DevInfo en NIGERINFO intégré au dispositif global de suivi des indicateurs socioéconomiques et d'aide à la décision.

Les capacités nationales ont été renforcées à travers des appuis à l'Institut National de la Statistique (INS), la formation des acteurs

concernés par NIGERINFO, des équipements et l'actualisation des données statistiques.

Un partenariat dynamique entre le Gouvernement et le SNU a permis de réaliser les enquêtes : Degré de Satisfaction des Besoins Essentiels (DSBE), Questionnaire sur les Indicateurs de Bien-Etre (QUIB), Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples (EDS/MICS2006), Enquête conjointe d'évaluation de la vulnérabilité des ménages face à l'insécurité alimentaire. Les résultats de ces enquêtes ont permis d'actualiser le profil de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Ils ont également servi à alimenter la révision de la SRP.

Le Réseau Nigérien de Suivi et Evaluation (RENSE) s'est investi dans la préparation et l'organisation de la 4<sup>ème</sup> Conférence de l'Association africaine d'Evaluation (AfreA) tenue à Niamey en janvier 2007. Cet exercice a contribué au renforcement des capacités dans le domaine du suivi/évaluation.

### 3.4 Programmation conjointe

Trois (3) programmes conjoints sont mis en œuvre : Inégalités et Iniquités de genre au Niger, lutte contre la Grippe Aviaire et les grandes enquêtes (DSBE, EDS/MICS3, vulnérabilité des ménages). A cet effet, deux enquêtes très importantes sur la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire ont eu lieu en mai et novembre 2006.

Des initiatives conjointes sont entreprises entre certaines agences et des partenaires nationaux dans les domaines de la sécurité alimentaire, santé, nutrition, santé de la reproduction, VIH/SIDA, éducation de base.

En matière de nutrition, le PAM et l'UNICEF ont assuré la prise en charge des enfants malnutris à travers des programmes d'alimentation complémentaire et d'alimentation générale. Elles interviennent ensemble dans le domaine de l'éducation à travers les cantines scolaires, la fourniture de kits scolaires, la construction de latrines, etc. Il en est de même dans le développement rural où le PAM, l'UNICEF et la FAO contribuent à la création et au renforcement de banques céréalières.

S'inscrivant dans la Stratégie de Développement Rural (SDR), les OMD et l'UNDAF, le FIDA et

L'Equipe Pays ont convenu avec le Gouvernement de retenir la région de Maradi comme région pilote de la programmation conjointe pour le prochain cycle de l'UNDAF.

Dans le cadre de la revue UNDAF, l'analyse de la Matrice des résultats a permis d'identifier les domaines de programmation conjointe. La formation des personnels des agences qui a eu lieu constitue un atout.

### 3.5 Mise en œuvre de HACT

UNDGO a inscrit le Niger parmi les pays où les agences Ex Com devraient appliquer l'Approche Harmonisée de mise à disposition des ressources aux partenaires nationaux (HACT) à compter de janvier 2007.

Après l'atelier régional de Tunis, la formation des personnels des agences Ex com et des projets & programmes a eu lieu.

Cependant, L'Equipe Pays estime que les conditions ne sont pas encore réunies pour sa mise en œuvre en 2007. Les conditions à réunir sont, notamment la finalisation de la révision de la SRP, l'harmonisation des appuis des partenaires, la participation des agences au PEMFAR et la réalisation de la macro et micro évaluation.

## IV. Plan de travail 2007

Les principales activités du plan de travail 2007 en ligne avec les priorités nationales sont: la contribution financière et technique aux travaux d'enrichissement de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP); la préparation de la Conférence de Table Ronde sur le financement de la SRP; la mise en œuvre des recommandations de la revue à mi parcours de l'UNDAF; la formulation du nouvel UNDAF 2009-2013, tenant compte des orientations de la SRP révisée et du Rapport « Delivering as one »; le renforcement de la programmation conjointe; l'organisation de la rencontre sur la coordination de l'aide; la mise en œuvre du Plan d'Action des Nations Unies relatif aux OMD; et la revue annuelle de l'UNDAF.

## V. Recommandations

Dans la mise en œuvre des politiques et procédures, notamment HACT, Joint Office Model

et Delivering as one, il conviendrait de tenir suffisamment compte du contexte national.

Pour conduire la formulation du prochain UNDAF dans l'esprit des recommandations du rapport « Delivering as one », il s'avère nécessaire d'investir dans la formation, le renforcement du dialogue interne et le travail collectif au sein de l'Equipe Pays, et entre elle et ses partenaires, avec l'appui de UNDGO et des sièges des agences.

La prise en compte des implications financières de la mise en œuvre des nouvelles procédures, au moment de la décision des allocations budgétaires par UNDGO.

Le renforcement de l'Unité de Coordination en ressources humaines et en moyens logistiques, avec la contribution financière des agences (au niveau local et des sièges) au budget de la Coordination.

COMPOSITION DE L'EQUIPE DE PAYS

Agences résidentes	Nom et Prénoms	Adresse E-Mail
Coordonnateur Résident, Représentant Résident du PNUD	M. Michele FALAVIGNA	<a href="mailto:Michele.falavigna@undp.org">Michele.falavigna@undp.org</a>
BM : Banque Mondiale	M. Ousmane DIAGANA Représentant Résident	<a href="mailto:odiagana@worldbank.org">odiagana@worldbank.org</a>
CEA/AO : Commission Economique pour l'Afrique/Afrique de l'Ouest	M. Halidou OUEDRAOGO Directeur	<a href="mailto:huedraogo@uneca.org">huedraogo@uneca.org</a>
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	Mme Maria Helena SEMEDO Représentante	<a href="mailto:Fao-ne@fao.org">Fao-ne@fao.org</a>
FMI : Fonds Monétaire International	M. Pierre LAPORTE Représentant Résident	<a href="mailto:plaporte@imf.org">plaporte@imf.org</a>
OMS:Organisation Mondiale de la Santé	Dr René Z. CODDY Représentant	<a href="mailto:wr@ne.afro.who.int">wr@ne.afro.who.int</a>
PAM : Programme Alimentaire Mondial	M. Sory OUANE Représentant	<a href="mailto:Sory.ouane@wfp.org">Sory.ouane@wfp.org</a>
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement	M. Michele FALAVIGNA Représentant Résident	<a href="mailto:Michele.falavigna@undp.org">Michele.falavigna@undp.org</a>
UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population	Mme Marlène François - LAYS Représentante	<a href="mailto:lays@unfpa.org">lays@unfpa.org</a>
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	M. AKhil IYER Représentant	<a href="mailto:akiyer@unicef.org">akiyer@unicef.org</a>
Agences non résidentes		
BIT : Bureau International du Travail	M. Mpenza KABUNDI	<a href="mailto:kabundim@ilo.org">kabundim@ilo.org</a>
FENU : Fonds d'Equipe des N U	M. <b>Mme Henriette KEIZERS</b>	<a href="mailto:Henriette.keizers@undp.org">Henriette.keizers@undp.org</a>
FIDA : Fonds International de Développement Agricole	M. Mohamed BEAVOGUI	<a href="mailto:mbeavogui@ifad.org">mbeavogui@ifad.org</a>
ONUDI : Organisation des Nations pour le Développement Industriel	M. Massata CISSE	<a href="mailto:mcisse@globeaccess.net">mcisse@globeaccess.net</a>
UNESCO: Organisation des N U pour l'Education, la Science et la Culture	M. Firmin Edouard MATOKO	<a href="mailto:f.matoko@unesco.org">f.matoko@unesco.org</a>
UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	M.Rafik SAIDIRA	<a href="mailto:SAIDIRA@unhcr.ch">SAIDIRA@unhcr.ch</a>
UNIFEM : Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme	Micheline RAVOLOLONARISOA	<a href="mailto:Michele.ravololonarisoa@undp.org">Michele.ravololonarisoa@undp.org</a>

Unité de Coordination : M. ISSAKA Djibo, Spécialiste de la Coordination [issaka.djibo@undp.org](mailto:issaka.djibo@undp.org)  
Mlle Catarina VALITUTTI, JPO, Spécialiste/Programme/Harmonisation OECD/DAC : [caterina.valitutti@undp.org](mailto:caterina.valitutti@undp.org)  
Mme Thérèse OUEDRAOGO, Assistante, Responsable du Centre de Documentation  
[therese.ouedraogo@undp.org](mailto:therese.ouedraogo@undp.org)

### Composition de la Task Force UNDAF

<b>Agences</b>	<b>Noms et prénoms</b>	<b>Adresse E - Mail</b>	<b>Telephone</b>
Coordonnateur, Économiste Principal du PNUD	M. Théodore MPATSEWENUMUGABO	<a href="mailto:Theodore.mpatswenumugabo@undp.org">Theodore.mpatswenumugabo@undp.org</a>	(227) 96 97 54 55
<b>BM</b>	M. Amadou Ibrahim	<a href="mailto:aibrahim@worldbank.org">aibrahim@worldbank.org</a>	
<b>CEA/AO</b>	Mme Ngone DIOP	<a href="mailto:Ndiop@uneca.org">Ndiop@uneca.org</a>	
<b>FAO</b>	Dr Saley Amadou	<a href="mailto:saley@fao.org">saley@fao.org</a>	
<b>FMI</b>	Chayabou abdou	<a href="mailto:cabdou@imf.org">cabdou@imf.org</a>	
<b>OMS</b>	M. Bizo MOUSSA	<a href="mailto:bizom@ne.afro.who.int">bizom@ne.afro.who.int</a>	20 75 20 39
<b>PAM</b>	Sarah Gordon Gibson	<a href="mailto:Sarah.Gordon-Gibson@wfp.org">Sarah.Gordon-Gibson@wfp.org</a>	
<b>PNUD</b>	M. Laoualy ADA	<a href="mailto:laoualy.ada@undp.org">laoualy.ada@undp.org</a>	
<b>UNFPA</b>	M. Boureïma Diadié	<a href="mailto:diadie@unfpa.org">diadie@unfpa.org</a>	
<b>UNICEF</b>	Mme GADO Hadiza	<a href="mailto:hgado@unicef.org">hgado@unicef.org</a>	
<b>OCHA</b>	Mme Salamatou Bâ Diallo	<a href="mailto:Ba7@un.org">Ba7@un.org</a>	
<b>UNESCO</b>	Mme Aissa SOULEY	<a href="mailto:Aissa.souley@undp.org">Aissa.souley@undp.org</a>	
<b>Unité de Coordination</b>	M. Djibo ISSAKA Mlle Catérina VALITUTTI	<a href="mailto:Issaka.djibo@undp.org">Issaka.djibo@undp.org</a> <a href="mailto:Caterina.valitutti@undp.org">Caterina.valitutti@undp.org</a>	96 98 22 35 96 26 30 83